



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 4418

Texte de la question

RELATIONS ENTRE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET LE PREMIER MINISTRE

M. le président. La parole est à M. Philippe Vigier, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Philippe Vigier. Monsieur le Premier ministre, depuis quatre ans et l'élection de François Hollande, la gauche est enlisée dans une interminable primaire socialiste. Après quatre années de mensonges, d'échecs et de renoncements, les Françaises et les Français veulent savoir qui les gouverne...

Un député du groupe Les Républicains. Personne !

M. Philippe Vigier. ...et quelle politique est conduite. Après quatre années d'impuissance, d'immobilisme, la question du leadership et de la ligne politique n'a toujours pas été tranchée.

Emmanuel Macron, qui a défini et mis en œuvre la politique économique de François Hollande, s'oppose désormais à lui. Arnaud Montebourg et Benoît Hamon, qui ont défini la politique industrielle et la politique éducative, veulent l'affronter dans une primaire. Dimanche, monsieur le Premier ministre, vous avez vous-même défié le Président de la République, transformant la crise de la gauche en une crise de régime.

Monsieur le Premier ministre, vous le savez, alors que nous faisons face à une menace terroriste d'une ampleur inédite, alors que la France compte plus d'un million de chômeuses et de chômeurs supplémentaires par rapport à 2012, notre pays ne peut pas être l'otage d'une guerre ouverte entre le Président de la République et le Premier ministre.

M. Christian Jacob. Très bien !

M. Philippe Vigier. De fait, cette crise réduit à néant l'autorité de l'État et la capacité de l'exécutif à décider, à agir et à réussir, au service de la France. Cette situation, monsieur le Premier ministre, est intenable et inacceptable.

Ma question est simple : jusqu'où ira-t-on dans l'incapacité de l'exécutif à gouverner la France ?
(*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le président Vigier, si la situation était telle que vous la décrivez, vous auriez raison. Le problème est que votre présentation ne correspond pas à la réalité. (*Exclamations sur les*

bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et du groupe Les Républicains.)

Un député du groupe Les Républicains. Tout va bien !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Vous avez raison, nous faisons face, tous ensemble, à une menace particulièrement lourde : celle du terrorisme.

Un député du groupe Les Républicains. Il a bon dos, le terrorisme !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Des arrestations ont lieu ; il y a quelques jours, ont été démantelées des cellules terroristes qui avaient prévu de frapper, sans doute cette semaine, avec la volonté de tuer, de causer des dégâts humains aussi considérables que ceux que nous avons connus il y a un an, le 13 novembre 2015. C'est cela qui, évidemment, nous mobilise les uns et les autres. Personne, ici, ne peut penser sérieusement – ce n'est d'ailleurs pas ce que vous dites – que, face à cette menace, l'autorité de l'État ne s'exprime pas, ou que l'engagement de nos forces de sécurité,...

M. Christian Jacob. Les policiers ont fait leur travail ! Ce n'est pas cela, la question !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...de nos services de renseignement, de nos militaires, n'est pas total. Je reviens tout juste de Tunisie : la coopération dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, pour ne prendre que cet exemple, est totale, avec ce pays comme avec bien d'autres.

Notre politique économique a été définie, je vous le rappelle, dès le début du quinquennat, et encore plus précisément en janvier 2014.

M. Christian Jacob. C'est du baratin, vous ne répondez pas à la question !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Le pacte de responsabilité a d'ailleurs donné lieu, vous le savez,...

M. Yves Nicolin. La question !

M. le président. Monsieur Nicolin, s'il vous plaît !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...à des débats au sein de la majorité. Cette politique menée pour accroître la compétitivité donne, telle est notre conviction, des résultats – la ministre du travail vient de l'illustrer –, même s'ils sont encore trop modestes au regard du nombre de chômeurs.

Par ailleurs, il n'y a pas de crise institutionnelle ; il n'y a pas de crise de régime. Le rapport entre le Président de la République et le Premier ministre est un rapport à la fois de respect, de confiance, de franchise (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains*)...

M. Yves Nicolin. De force !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...comme cela existe à chaque fois. J'ai d'ailleurs lu tout ce que François Fillon avait pu dire sur ce sujet, et on peut s'y retrouver : oui, il y a forcément un rapport de respect, de confiance, de loyauté et de franchise.

M. Franck Gilard. Il a oublié l'affection !

M. Manuel Valls, Premier ministre. C'est ainsi, me semble-t-il, que les rapports politiques, dans un pays démocratique, dans un pays mûr, avec des responsables qui sont à la hauteur de la situation, doivent se faire.

Enfin, monsieur Vigier, j'entends bien que vous posiez des questions – c'est votre rôle. Pour ma part, d'une

certaine manière, j'aurais aussi des questions à vous poser ! (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et du groupe Les Républicains.*)

M. Christian Jacob. C'est l'inverse !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Vous auriez peut-être, vous-même, des questions à poser au candidat qui l'a emporté, eu égard au candidat que vous avez soutenu, sur sa conception de la société, du modèle social, de la Sécurité sociale, du soutien à ceux qui sont le plus en difficulté. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Ce débat, nous l'aurons, sereinement, projet contre projet, sans jamais oublier la menace que représente le Front national. Sur ce sujet comme sur d'autres, moi et d'autres sommes prêts à mener la discussion...

M. Laurent Furst. Et avec qui ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...parce que nous pensons que la gauche représente toujours ce qu'il faut pour le pays, c'est-à-dire non seulement un État ferme et républicain, mais aussi une République bienveillante et solidaire.

M. Jean-Yves Le Bouillonnet. Très bien !

M. Manuel Valls, Premier ministre. C'est ce qui nous sépare ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Vigier](#)

Circonscription : Eure-et-Loir (4^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4418

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [30 novembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [30 novembre 2016](#)